

Rapport d'information sur le socle européen des droits sociaux



MMES CAROLE GRANDJEAN ET
MARGUERITE DEPRez-
AUDEBERT, RAPPORTEURES

Commission des affaires européennes
Jeudi 21 mars 2019

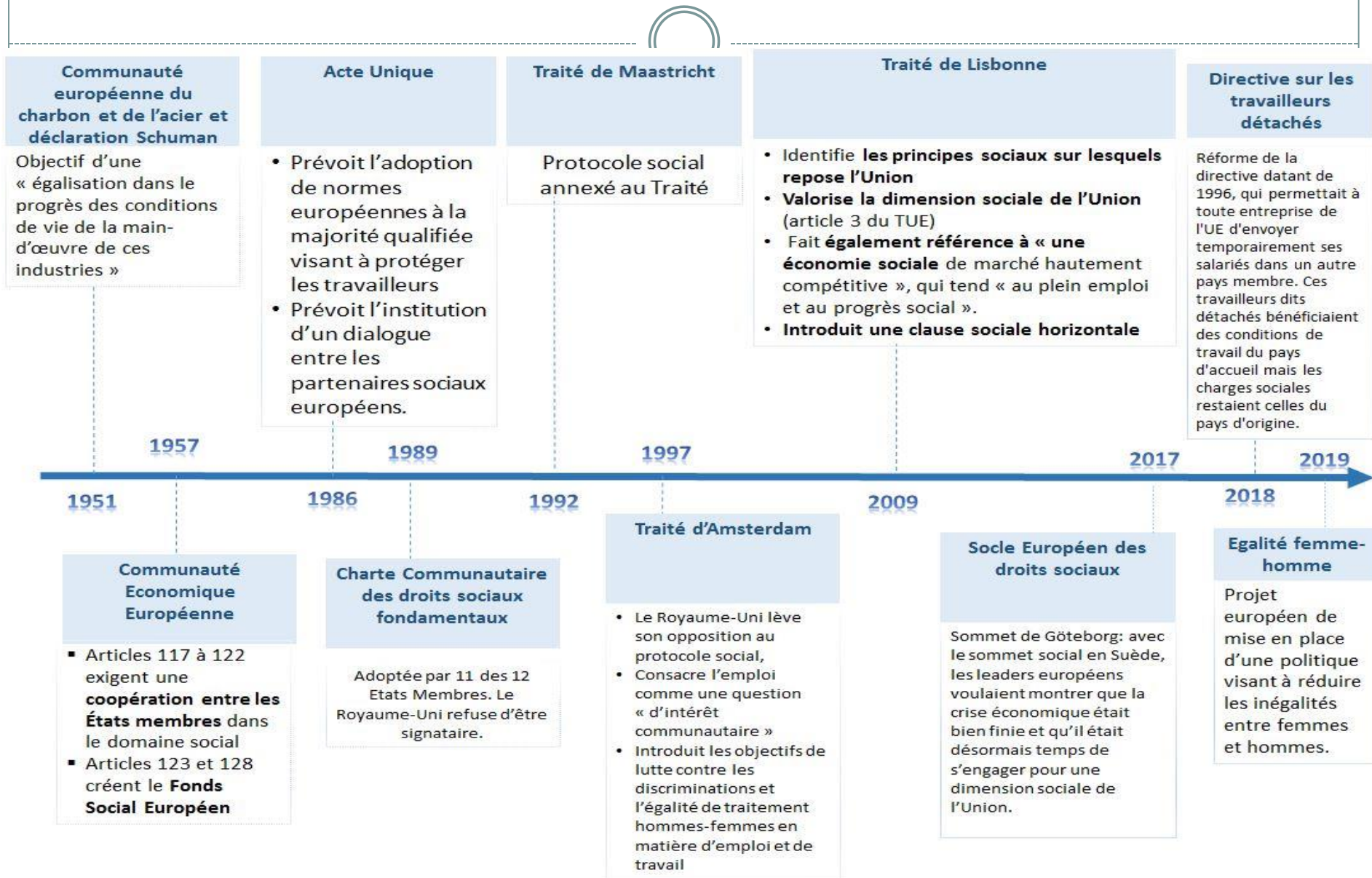
Introduction



- **Structuration des principes du socle en trois chapitres :**
 - Chapitre I : Égalité des chances et accès au marché du travail
 - Chapitre II : Conditions de travail équitables
 - Chapitre III : Protection sociale et inclusion sociale

- **Les trois messages du rapport :**
 1. Un acquis social européen majeur, mais un fort ralentissement de la convergence sociale ;
 2. Le socle, une nouvelle impulsion pour l'Europe sociale qui a commencé à être traduit concrètement ;
 3. Propositions pour compléter le socle et réfléchir à l'avenir de l'Europe sociale.

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée

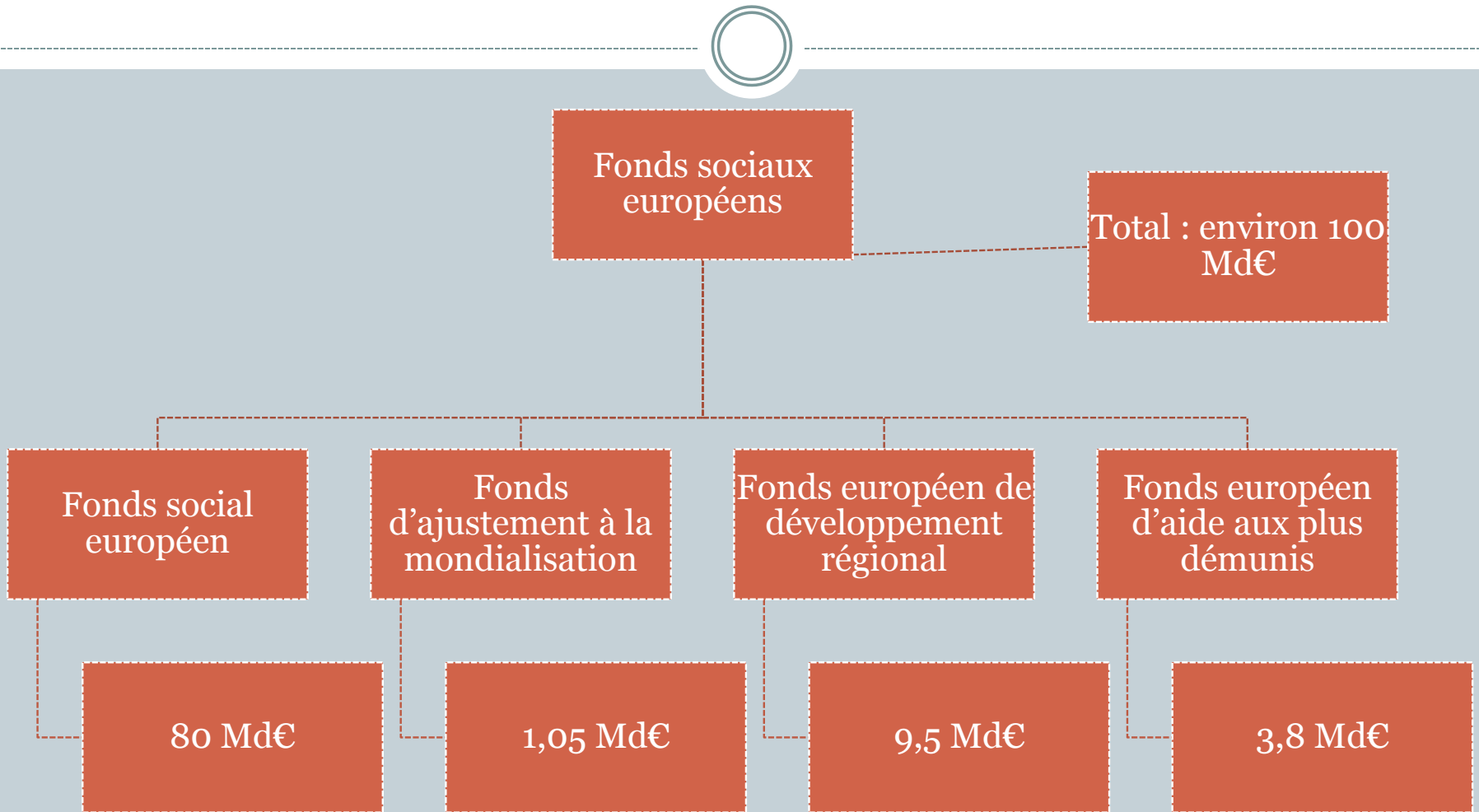


(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



- **Quelques exemples de textes sociaux européens :**
 - **Santé et sécurité au travail** : directive-cadre du 12 juin 1989, déclinée en 23 directives spécifiques ;
 - **Information et consultation des travailleurs** : directive du 17 février 1975 ;
 - **Égal traitement entre les hommes et les femmes** : directive du 9 février 1976 ;
 - **Coordination des régimes de sécurité sociale** : règlement du 14 juin 1971 ;
 - **Santé publique** : objectif communautaire depuis l'Acte unique de 1986 ;
 - **Détachement des travailleurs** : directive du 16 décembre 1996, révisée par la directive du 28 juin 2018.

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



La **méthode ouverte de coordination**

- Éducation
- Emploi
- Formation professionnelle

→ Outil plus souple

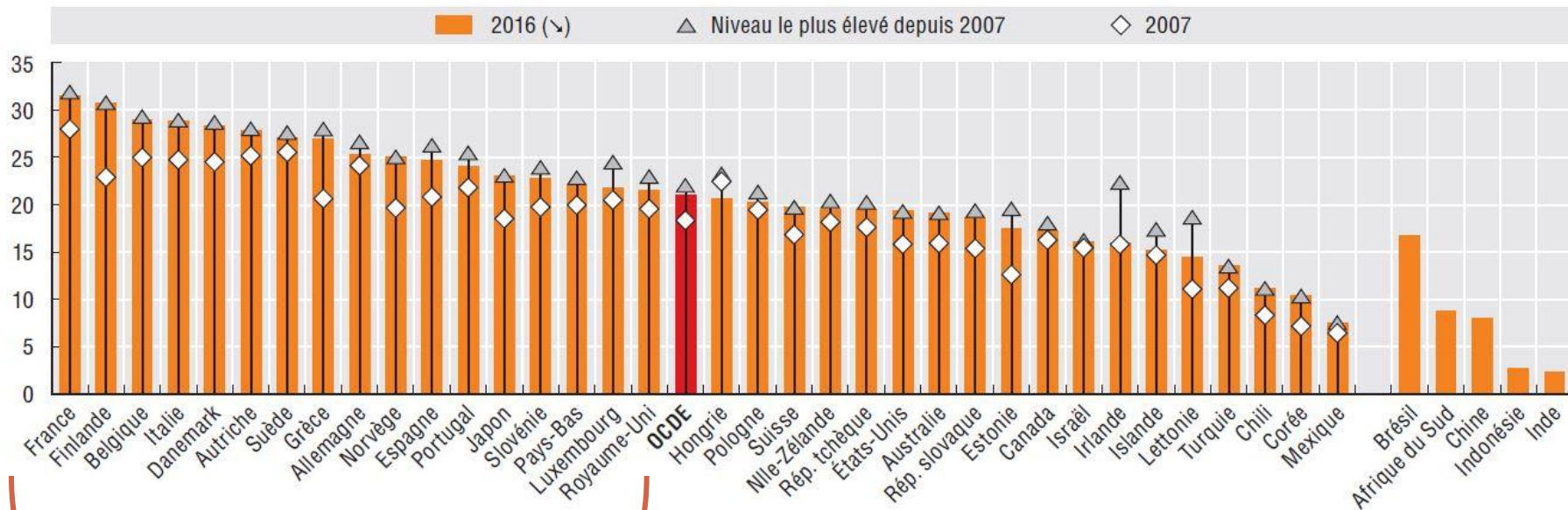


Le dialogue social européen

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée

5.9. Les dépenses sociales publiques s'élèvent à 22 % du PIB en moyenne dans la zone OCDE

Dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB, en 2007, niveau le plus élevé depuis 2007, et en 2016



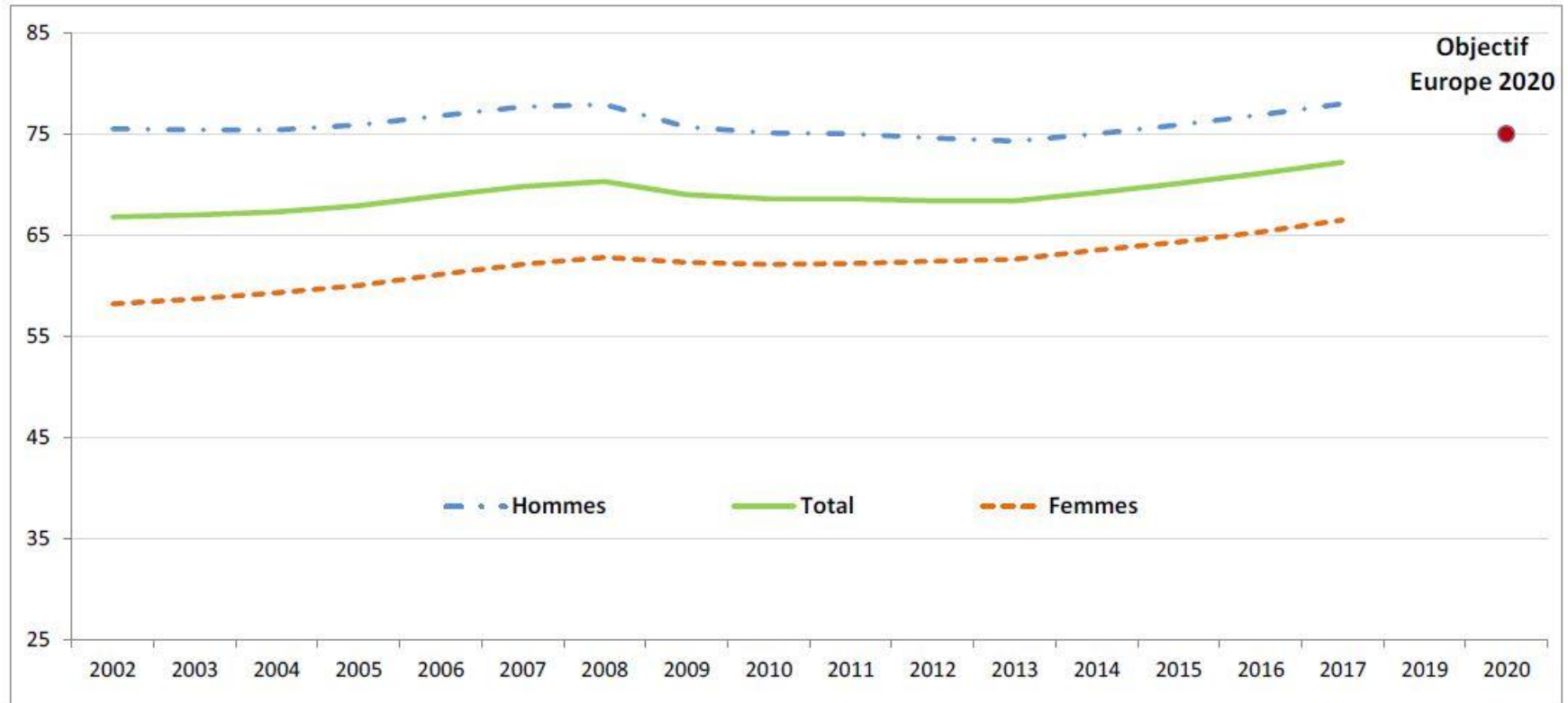
14 États sur les 17 qui ont une moyenne supérieure à celle de l'OCDE sont membres de l'UE (en comptant le Royaume-Uni hors de l'UE)

OCDE, « Panorama de la société 2016 », 2017

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée

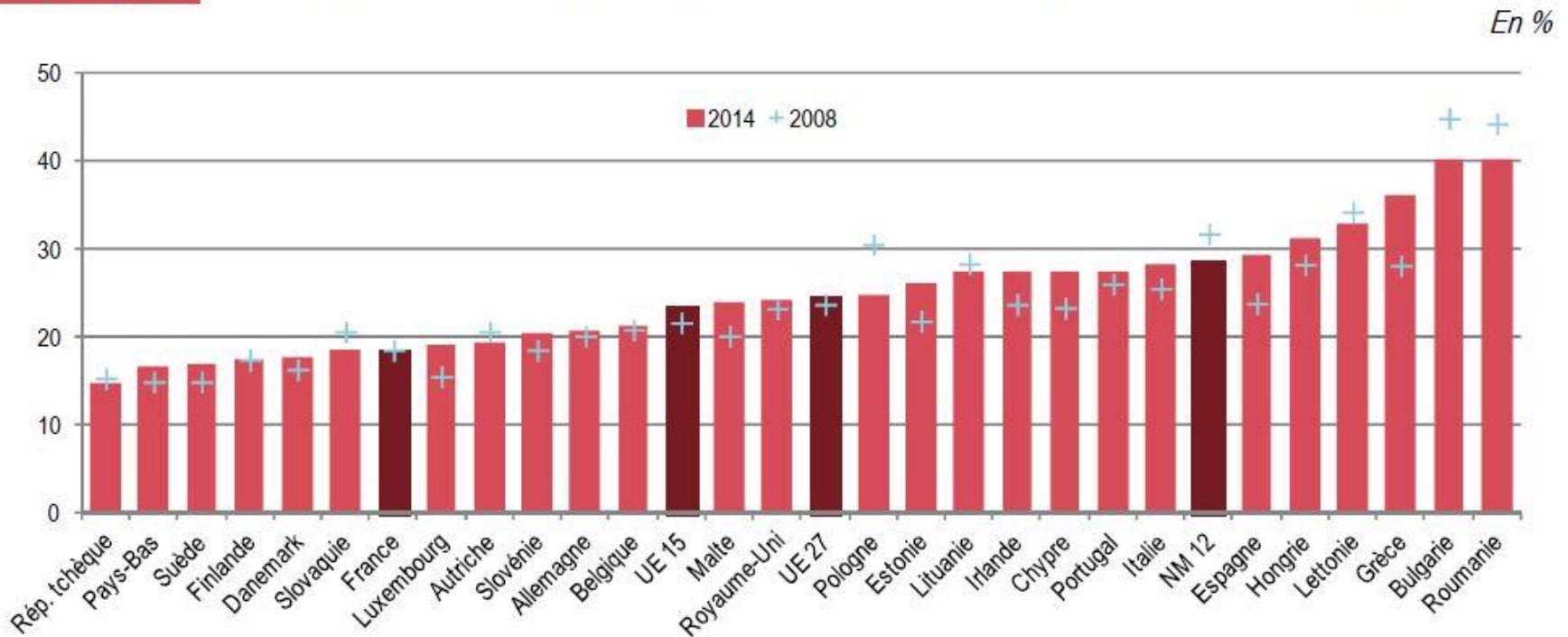


Taux d'emploi des 20-64 ans dans l'UE, 2002-2017, en %



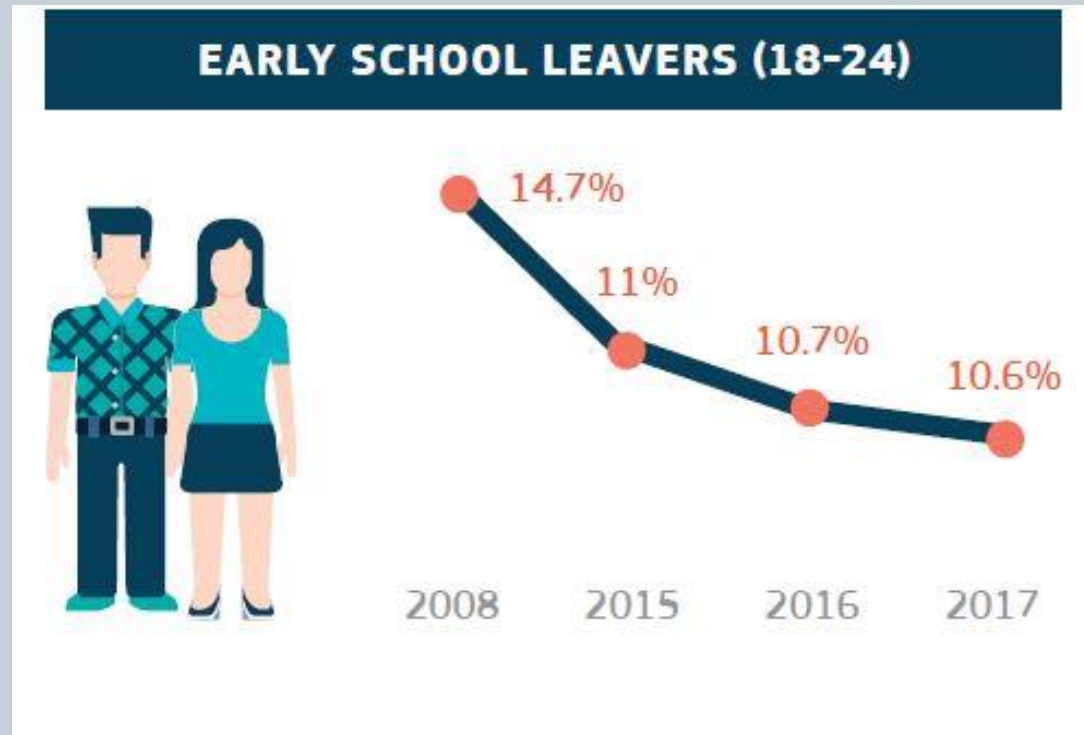
(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée

Graphique 2 Taux de personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2008 et en 2014



Note > Les NM 12 sont les 12 nouveaux États membres ayant intégré l'UE en 2004 et en 2007.

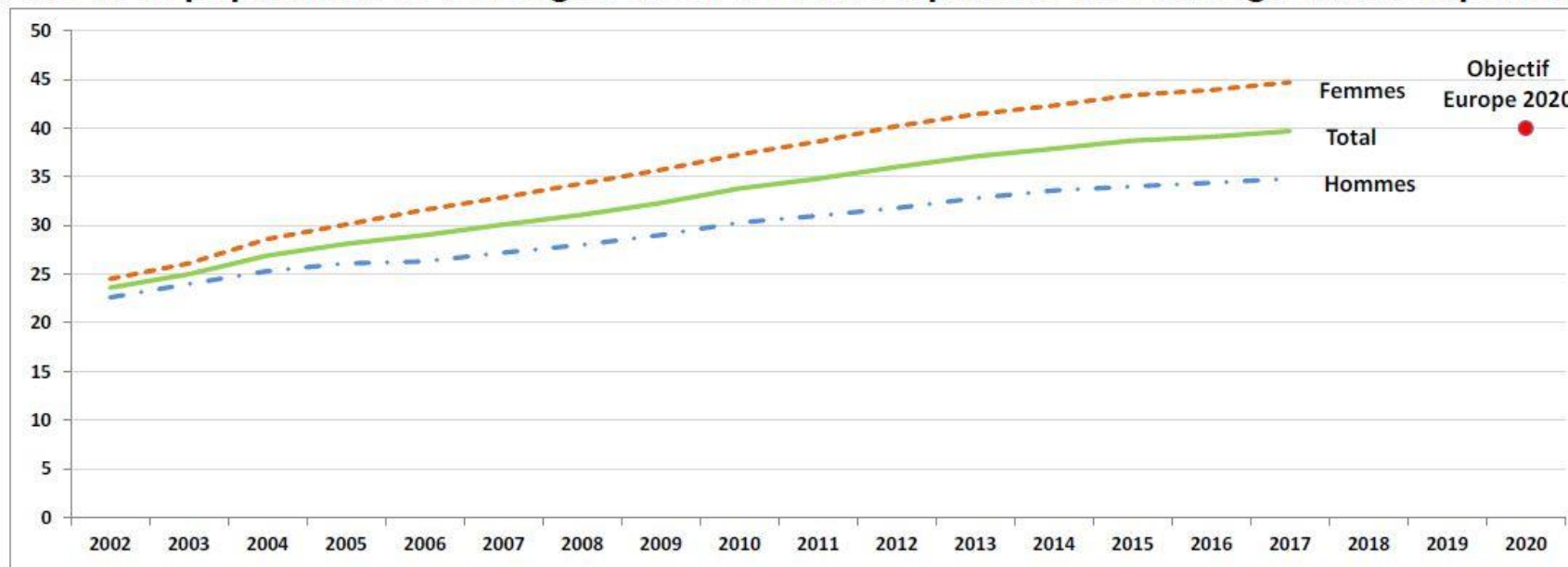
(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



Part de la population de l'UE âgée de 30 à 34 ans diplômée de l'enseignement supérieur

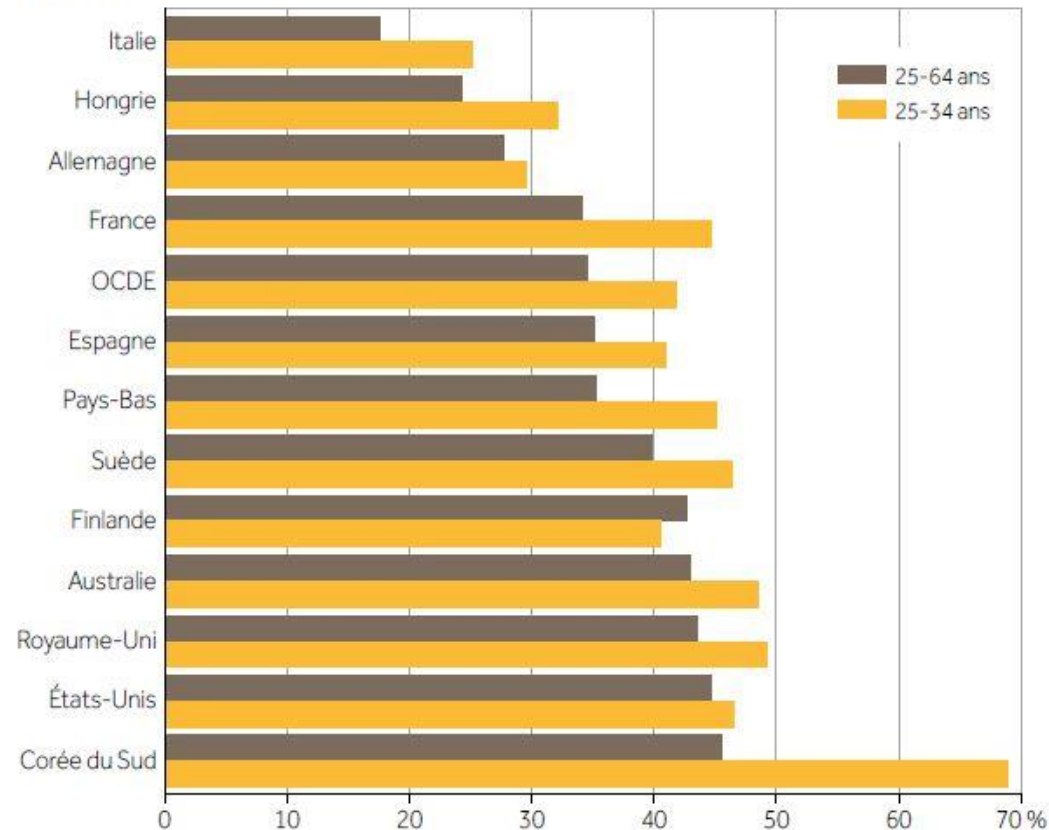


Eurostat, avril 2018

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



Part des 25-64 et de 25-34 ans diplômés de l'enseignement supérieur en 2015 (en %)



Source : OCDE, Regards sur l'éducation 2016.

(1) Un acquis social majeur, une convergence sociale insuffisamment assurée



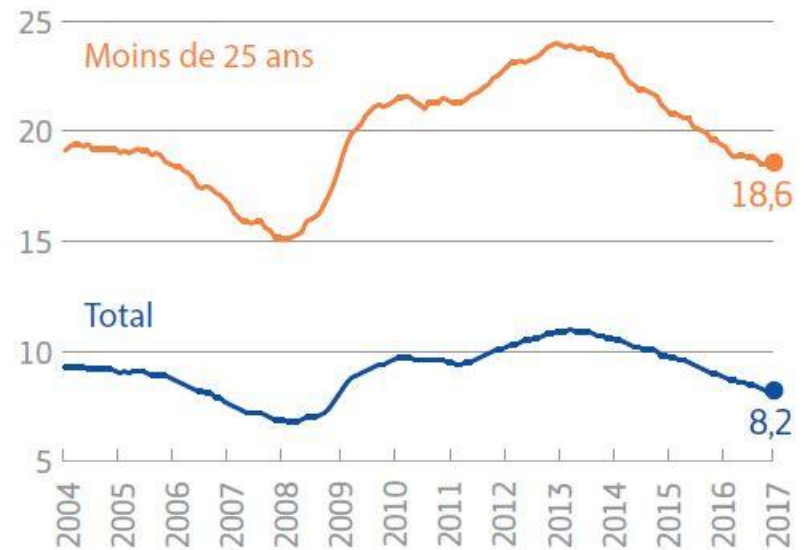
INCOME INEQUALITY

(Ratio of incomes of richest 20% of households to poorest 20%)



Commission européenne, Semestre européen, novembre 2018

Le chômage diminue dans l'EU-28 mais reste à des niveaux élevés



Source: Commission européenne.

(2) Une situation qui rend d'autant plus importante la publication du socle



- L'égalité des chances en matière d'emploi et de protection sociale ;
- « *Emplois sûrs et adaptables* » ;
- « *Droit à un salaire équitable devant respecter un salaire minimum* » ;
- Équilibre entre vie privée et vie professionnelle ;
- Prestations chômage adéquates ;
- « *Revenu minimum pour les personnes ne disposant pas d'un revenu d'activité suffisamment élevé pour vivre* » ;
- Aide au revenu pour les personnes handicapées.

(2) Une situation qui rend d'autant plus importante la publication du socle



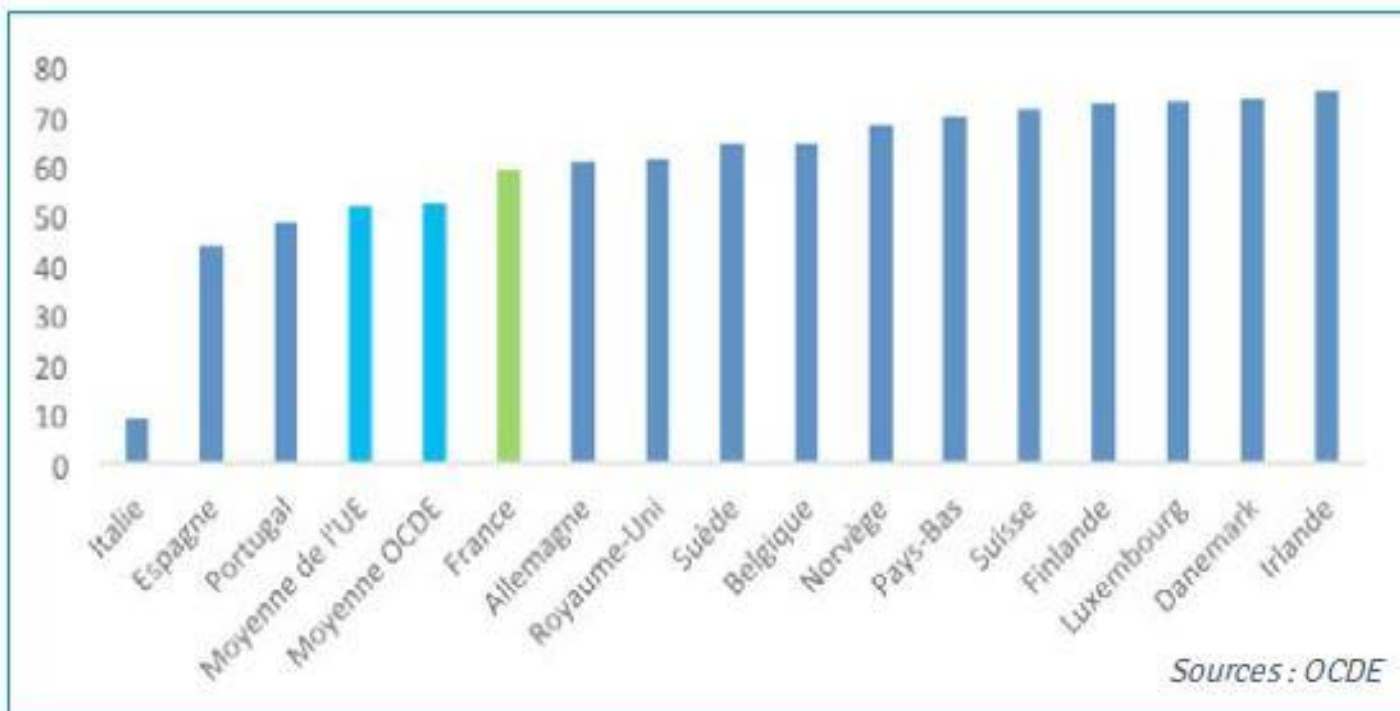
- Traductions concrètes du socle proposées par la Commission européenne
 - Création du « Fonds social européen plus » (101,2 Md€)
 - Création de l'Autorité européenne du travail
 - Meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée

(3) Donner une véritable opérationnalité aux droits du socle et réfléchir au futur de l'Europe sociale

- Une coopération pour un socle minimal d'assurance-chômage

GRAPHIQUE 3

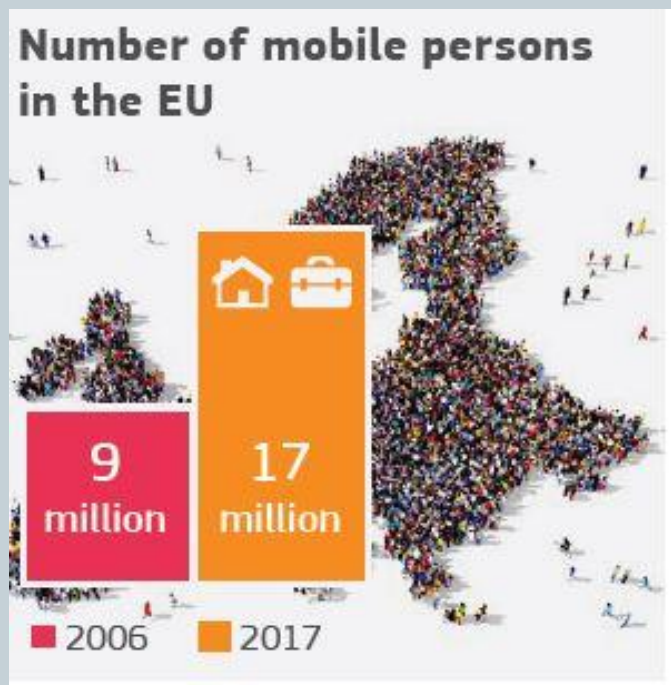
Taux de remplacement net moyen sur 5 ans en 2013 (calculé sur 4 situations de famille et 2 niveaux de revenu incluant les dispositifs d'assistance et les allocations logement)



(3) Donner une véritable opérationnalité aux droits du socle et réfléchir au futur de l'Europe sociale



- Une ambition renforcée pour la future Autorité européenne du travail



Commission européenne, 2018

(3) Donner une véritable opérationnalité aux droits du socle et réfléchir au futur de l'Europe sociale



- Propositions pour l'élévation des compétences
 - « Référent Europe » dans chaque établissement d'enseignement secondaire
 - Accroissement du nombre d'apprentis bénéficiaires d'Erasmus+.
 - Création d'un « Erasmus d'expérience européenne » pour les jeunes sans emploi, sans formation, sans stage, issus de milieux défavorisés
 - Coopération accrue sur le logement étudiant
- Introduction du concept de « lucrativité limitée » à l'article 54 TFUE

(3) Donner une véritable opérationnalité aux droits du socle et réfléchir au futur de l'Europe sociale



- Propositions pour l'égalité entre les femmes et les hommes
 - Plan d'investissement dans les structures de garde d'enfants
 - Création d'un médiateur pour les séparations familiales avec enfants pour les couples binationaux
 - Accroissement des garanties de transparence des rémunérations
- Révision de la directive du 27 novembre 2000
- Évaluation des fonds sociaux

(3) Donner une véritable opérationnalité aux droits du socle et réfléchir au futur de l'Europe sociale

- Conditionnalité positive
- Aller vers une forme de « Maastricht social »



Tableau de bord social

Conclusion



- Une Europe des droits sociaux existe déjà : il faut la valoriser.
- Les droits sociaux du socle engagent à la fois l'Union européenne et les États membres
- **La proposition de résolution européenne** : un moyen de montrer la prise en compte par l'Assemblée nationale de ces enjeux majeurs et d'interpeler les institutions européennes sur tout ce qu'il reste à accomplir.